

Intégration Africaine : l'économique au secours du politique !

Il y a quelques semaines le sommet des chefs d'Etat de l'Union Africaine s'achevait sur un nième constat d'échec vers la réalisation des Etats-Unis d'Afrique. Les leaders se sont entendus pour changer le titre des fonctionnaires de la commission chargée de conduire le processus sans toucher à leurs attributions. Autrement dit, ce sommet, à l'instar de toutes les grandes réunions politiques des cinquante dernières années, n'a pas conduit à une progression du continent vers ce qu'il recherche et que les populations attendent de plus cher : l'intégration et l'unité. Sur le plan politique, on peut estimer que l'union de l'Afrique attendra encore longtemps. Elle attendra longtemps car notre chère Afrique a mal à son leadership qui se caractérise par une majorité de responsables davantage préoccupés par leur pouvoir et le confort qui leur est associé que par la vision d'un avenir pour leur peuple. Elle attendra longtemps car le continent est encore malheureusement constellé de responsables qui préfèrent préserver la prospérité relative de leur pays que de lancer les fondements d'une œuvre qui entraînera à moyen terme une prospérité certaine de tous dont leur population. Elle attendra longtemps car à la balkanisation géographique de la colonisation a succédé celle plus insidieuse et plus dévastatrice qu'est la balkanisation des mentalités, politique, culturelle, sociale et intellectuelle. La plupart des pays africains partagent ainsi plus de relation avec l'ex puissance colonisatrice qu'avec leurs voisins immédiats. Il devient ainsi illusoire de chercher coûte que coûte l'union politique du continent. On y perdrait de l'énergie et si on arrive à quelque chose ce sera une compilation d'institutions servies par des fonctionnaires n'ayant que peu de chances d'être écoutés et encore moins obéis ! En revanche il ne faut surtout pas abandonner l'idée d'intégration car, rappelons le, il s'agit là de la seule voie de sortie pour le continent. L'Afrique, souvenons nous en, possède tous les atouts pour figurer dans le peloton de tête des nations ou groupes de nations. Prise ensemble, elle est l'une des seules terres voire la seule qui est absolument autosuffisante dans tous les domaines vitaux : disponibilité d'eau, disponibilité de terres arables, bassins forestiers, faunes et flores préservant la biodiversité, potentiel énergétique, situation géographique propice aux échanges, variétés géologiques, potentiel humain, diversité culturelle...L'Afrique d'aujourd'hui produit deux fois plus d'hydrocarbures que les Etats-Unis d'Amérique, dispose de plus de potentiel énergétique et agricole que ce pays, contient une population plus jeune et plus nombreuse...Mais tout cela doit être mieux exploité et mieux organisé pour donner autant sinon plus de résultats que ceux auxquels l'Amérique est parvenue et cela en moins de temps que ce pays. Cela reste possible à condition d'engager le chantier par l'angle le plus objectif et le plus simple en l'occurrence l'économie.

L'intégration par l'économie est plus productive et plus efficace. L'économie est moins marquée et plus objective. Par la collaboration économique la proximité se créera plus facilement entre les hommes. Les relations économiques faciliteront les contacts et induiront les liens socio culturels et plus tard les liens politiques indispensables à l'union. Dans de nombreux secteurs on peut attester de l'impact des relations économiques sur le rapprochement des individus. C'est par exemple dans le monde des affaires qu'on identifie les plus chauds partisans de l'Union car ces acteurs bénéficient au quotidien des retombées de l'union ou subissent au quotidien les impacts de la division. Ensuite les migrations sur le continent sont surtout mues par des motifs économiques et partout où un individu arrive à disposer des moyens de subsistances il s'y établit en y construisant des liens sociaux.

Enfin c'est par l'économie que les autres ensembles mondiaux ont entamé leur intégration. On l'a vu en Europe. On le voit aujourd'hui en Asie ou en Amérique. On le pratique déjà sur le continent à travers l'UEMOA, la CEMAC, la SADC... Commençons donc sincèrement et résolument l'Union africaine par l'économie en profitant des avancées actuelles (textes juridiques et sur la circulation des capitaux et des personnes, fiscalité, politiques monétaires et budgétaires...) et allons dans deux directions principales : les infrastructures et les grands ensembles économiques fondés sur l'objectivité et la solidarité. Ces actions doivent être inscrites pour certaines dans les zones homogènes (Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Afrique de l'Est,...) et pour d'autres à l'échelle du continent.

Selon l'économiste zambienne Dambisa MOYO, le coût du transport de marchandises est plus élevé entre Addis-Abeba et Abidjan qu'entre Tokyo et Abidjan ! Cela met en lumière l'urgence absolue pour le continent de s'équiper permettant ainsi d'intégrer physiquement les différents pays pour accélérer leurs rapports socio économiques. Dans le domaine des infrastructures, trois domaines sont à prioriser : les transports, les télécommunications et les nouvelles technologies d'information et de communication et l'énergie. Dans le domaine des transports, les routes sont à privilégier car moins coûteuses dans la réalisation et l'entretien. La plupart des routes importantes sont identifiées, à l'échelle du continent ou dans un pays déterminé, il reste à accélérer les chantiers en accroissant la collaboration entre les pays. Il convient également d'accorder une place de choix au transport fluvial et maritime entre les Etats. Dans le domaine de l'énergie, il convient d'aller très rapidement vers l'interconnexion des réseaux électriques permettant d'échanger des capacités de production et d'optimiser ainsi les outils de production. En Afrique de l'Ouest, les pics de consommations n'interviennent pas ensemble, cela permettra par exemple au Mali d'utiliser une partie de la capacité du Sénégal en mars et vice versa en août. Il sera également possible de faciliter la circulation des hydrocarbures et du gaz par des oléoducs régionaux parallèlement à la connexion des réseaux énergétiques permettant d'accroître l'autonomie de production thermique des pays et limitant les risques de pénuries. Les sources de production hydro électrique, moins polluantes et plus économiques que le thermique, sont nombreuses en Afrique et doivent être privilégiées à moyen terme (exemple du grand Inga en République démocratique du Congo). Dans le domaine des NTICs, les infrastructures de transport (fibre optique, réseaux hertziens, réseaux GSM...) doivent être développées de manière rationnelle permettant de couvrir la totalité du territoire. A ce niveau la fibre optique ceinte autour de l'Afrique préfigurera l'autoroute continentale des télécommunications. Les télécommunications comme l'énergie et les transports sont des inducteurs de croissance économique. Elles sont également des facteurs de progrès social car elles ont de nombreuses implications socio économiques notamment dans le secteur du développement humain. Elles facilitent les échanges de connaissance, accélèrent les collaborations entre structures distantes, soutiennent la production culturelle en limitant ses coûts... Leur facteur multiplicateur sur l'économie est significatif et milite en faveur du soutien à ces secteurs.

Le financement et l'exploitation des infrastructures offrent l'occasion à l'Afrique d'approfondir encore davantage son intégration. Dans le domaine du financement il faut privilégier le partenariat entre les Etats, le partenariat public – privé et le financement utilisant des sources alternatives. Le partenariat entre Etats sous entend le montage conjoint de dossiers et le souci permanent pour chaque Etat d'associer ses voisins dans la mise en œuvre de ses projets.

Il sous entend également la primauté accordée aux institutions régionales dans le montage et la gestion des projets face aux bailleurs de fonds potentiels. Le recours au secteur privé est un élément fondamental du financement des infrastructures. Plusieurs techniques existantes doivent être mises à profit pour associer le secteur privé à la réalisation des infrastructures et surtout à leur gestion. Les Etats demanderont aux privés de se réunir pour des chantiers importants qu'ils exploiteront ensemble. Par exemple, plusieurs sociétés de téléphonie coalisent leurs forces pour soutenir un tronçon de fibre optique concernant leurs pays respectifs. D'autres sources de financement existent en Afrique comme les réserves de certains pays producteurs de pétroles ou de minerais, les fonds souverains et autres ressources budgétaires des pays du golf persique, les fonds et le savoir faire chinois...Le continent arrivera à collecter d'autant plus de ressources que les partenaires auront de garanties de remboursement, de viabilité financière des projets et d'impacts attendus à moyen terme. Autant de qualités qu'ont les projets regroupant plusieurs pays avec une indication claire des règles et modes de management.

Le management et l'exploitation des grands chantiers de développement constituent l'un des moyens originaux d'accroître la marche vers l'intégration africaine. Dans plusieurs secteurs, les pays pourront réunir leur force pour exploiter ensemble leurs ressources. Dans le domaine de l'énergie, par exemple, il est envisagé de réunir les structures d'exploitation au sein d'une même entité avec des économies importantes et une plus grande rationalisation des coûts du fait des synergies ainsi créées. Dans le domaine du coton, en Afrique de l'Ouest, il est possible de réaliser une grande entreprise combinant les activités de la soixantaine d'usines de la zone produisant plus d'un million de tonnes de fibres. Elle aura plus de chances de s'imposer sur l'échiquier international que la quinzaine de petites structures actuelles. Cette structure pourra mieux induire les bases d'une agro industrie ouest africaine active dans le domaine de l'huilerie, de la savonnerie, des textiles...On pourrait essayer la même chose pour le cacao au titre duquel, de Conakry à Lagos en passant par Gagnoa et Lomé, l'Afrique de l'Ouest dispose d'un potentiel de production de plus quatre millions de tonnes soit l'équivalent de la production mondiale actuelle. Une seule société multinationale gérant ce potentiel selon des normes de gestion internationale et combinant les différents facteurs de production sera plus protectrice des paysans qu'une multitude d'intervenants comme c'est le cas actuellement. On pourrait multiplier les exemples dans tous les secteurs d'activités avec le même constat : quelques fois, pour des produits disposant de potentiels structurants de nos économies, l'union est plus efficace que la multiplication des particularités.

Le continent a son destin en main et plus que jamais celui ci passe par une union des forces de ses enfants. Cette union, à défaut d'être politique aujourd'hui, pourrait être économique, sociale et culturelle. Elle jettera les bases d'un avenir africain, partagé par les fils et filles du continent dont les intérêts apparaîtront de plus en plus liés et qui obligeront leurs leaders à embrasser progressivement cet idéal et de paix et de progrès qu'est l'intégration.

Moussa MARA
moussamara@moussamara.com